

12 000 maires ont signé la pétition de l'Association des maires de France (AMF) contre la réduction des dotations

Un débat s'engage entre élus : comment contraindre le gouvernement à reculer ?

Jamais la politique d'un gouvernement n'a suscité une telle colère de la part des élus de toutes tendances politiques. En cause : le pacte de responsabilité, au nom duquel le gouvernement veut diminuer de 11 milliards d'euros les dotations aux collectivités territoriales, la loi constitutive des métropoles absorbant les départements et le projet de loi imposant un nouveau regroupement des communes affectant les trois quarts des regroupements déjà imposés par la réforme territoriale de 2010, la « dévitalisation » des départements.

Jean-Claude Denis

Les élus cherchent à se saisir de tout ce qui leur permet de se regrouper pour défendre leurs communes. Ainsi, en quelques semaines, 12 000 communes ont repris la motion de l'Association des maires de France demandant « le réexamen du plan de réduction des dotations de l'Etat, l'arrêt immédiat des transferts de charges (...), la remise à plat des politiques nationales et européennes impactant les budgets des collectivités locales ».

Certes, le vice-président PS de l'AMF, André Laignel, rencontrant Marylise Lebranchu le 12 septembre, a quelque peu « interprété » cette « remise à plat » en demandant « qu'à défaut de maintien, la baisse des dotations soit plus progressive dans le temps et qu'elle soit davantage étalée » (interview à *La Nouvelle République*, le 14 septembre). Mais même cet « étalement » a été refusé par le gouvernement, au grand dam d'André Laignel : « Malheureusement, aucune véritable avancée ne nous a été communiquée en ce qui concerne l'évolution des dotations aux collectivités territoriales. »

“LES 12 000 MAIRES QUI SE SONT SAISIS DE LA PÉTITION DE L'AMF S'OPPOSENT AUX CONSÉQUENCES DE L'AUSTÉRITÉ DÉCOULANT DU PACTE DE RESPONSABILITÉ”

Mais les 12 000 maires qui se sont saisis de la pétition de l'AMF s'opposent aux conséquences de l'austérité sur leurs communes, austérité découlant du pacte de responsabilité.

De la même façon, les maires des petites communes cherchent à se saisir de l'As-

sociation des maires ruraux de France (AMRF) qui, dans une déclaration de son bureau national, écrit : « Non, non, non, nous ne voulons pas de cette réforme-là », et conclut cet appel par : « C'est ce que nous viendrons dire à Paris, place... de la République. »

C'est une évidence : dans le contexte de crise du régime et d'isolement du gouvernement, la montée sur Paris de centaines de milliers d'élus des communes et des départements, exigeant, dans l'unité, le retrait des projets de réforme territoriale et des plans d'asphyxie financière des collectivités territoriales, bloquerait la politique du gouvernement ! On comprend que cette question : « Comment bloquer la politique du gouvernement ? », traverse toutes les associations d'élus.

“UN DÉBAT TRAVERSE TOUTES LES ASSOCIATIONS D'ÉLUS”

Ainsi, un débat traverse l'Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR). Par exemple, une trentaine d'élus PCF de l'Yonne font signer une pétition dans laquelle ils caractérisent nettement le projet de loi de réforme territoriale du gouvernement :

« Vider les communes de leurs principales compétences pour les transférer au niveau de l'intercommunalité, dévitaliser les conseils généraux pour les supprimer ensuite, constituer de super-régions avec des compétences très étendues, supprimer, pour les départements et les régions, la clause de compétence générale, conduiront à la destruction de notre socle républicain et à l'éloignement des citoyens des centres de décisions. En fait, cette réforme veut permettre une plus forte concurrence entre les territoires et créer à

terme une République fédérale dans une Europe elle-même fédérale. »

“ACCOMPAGNER OU BLOQUER LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT, LÀ EST L'ENJEU”

Mais dans la même association, le député PCF de Martignes, Gaby Charroux, réclame, lui, au gouvernement Valls, de « revenir à la proposition de Jean-Marc Ayrault » qui a mis en place la métropole de Marseille, alors que les maires de toutes tendances de 108 communes... ont rejeté cette métropolisation.

Accompagner ou bloquer la politique du gouvernement, là est bien l'enjeu.

Et c'est pour aider à ce que le mouvement qui monte des communes réalise l'unité pour bloquer le pacte de responsabilité et la réforme territoriale que la rencontre nationale des élus du 28 juin à Paris, à l'initiative de Jean Bartholin et de Gérard Schivardi, a lancé, avec près de 500 élus, un appel pour le retrait des projets de loi de réforme territoriale et pour une manifestation nationale des élus à Paris pour l'obtenir.

C'est cette proposition, contresignée par vingt-neuf maires du département des Alpes-de-Haute-Provence, qui a été débattue le samedi 13 septembre, à Volonne, dans une réunion de maires de compte rendu de la rencontre nationale du 28 juin. Rendant compte de cette réunion, le journal *La Marseillaise* (15 septembre) cite un des maires participants : « Si l'Europe veut continuer à imposer sa politique, il lui faut une République affaiblie (...). Je me demande parfois si la décentralisation n'a pas été une imposture pour casser la démocratie et le social. Il faut fédérer les élus et monter en force sur Paris. » ■